

Les infos

Vendredi 25 Novembre 2011



RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Rien à voir avec le trou dans la couche d'ozone, on parle de la stratégie déployée par la direction générale qui va aboutir à ce que le mois de décembre soit plutôt chaud. Le climat n'était pas bon, et les annonces de Frédéric Oudéa lors de sa rencontre avec les organisations syndicales ont catalysé, au sens propre, les mécontentements. Il y a la question des salaires. Quelques jours à peine après, le directeur des relations sociales mettait fin à la négociation sur les salaires par la décision de ne rien accorder, sous aucune forme, en 2012. Que les salaires des dirigeants soient « gelés » ne consolera personne, il n'y a que la DRH pour croire que « l'exemple » venu de haut gagnera les consciences, comme si la très grande majorité du personnel avait quelque chose à voir avec ces rémunérations stratosphériques. On ne sera pas plus consolé par le fait que certains pourront bénéficier, malgré tout, d'une augmentation individuelle... dès 2011, les statistiques remises pendant les négociations affichent pour l'année une « progression » du pouvoir d'achat du salaire moyen de... **-1,4%** ! Une première dans l'histoire maison. La fin de la « négociation » salariale fut donc promptement expédiée, pour enchaîner l'après-midi sur celle du PSE et des suppressions d'emplois. La première grosse surprise de la direction a été l'annonce de la mise en place entre les organisations syndicales d'un comité restreint comme interlocuteur

unique à la direction. Les enjeux et les sujets sont d'une importance telle, que les 5 délégués syndicaux nationaux sont convenus de construire ensemble une plateforme de propositions et de s'astreindre à une négociation en intersyndicale, refusant des rencontres « officieuses » en bilatéral. Ce comité intersyndical sera force de proposition, examinera les réponses apportées par la direction et s'exprimera d'une seule voix après en avoir débattu ensemble. Mais constituer un front commun ne sera pas suffisant pour contraindre la DG et le conseil d'administration à renoncer à nous faire payer la facture. C'est pourquoi les organisations syndicales vont organiser des débrayages pour permettre au personnel d'exprimer son mécontentement et son exigence du respect du « contrat social ».

PSE, QUESTION DE CRÉDIBILITÉ

« **Nous ne sommes pas dans le cadre d'un plan de licenciements contraints** ». Il n'y aura pas de troisième étage au PSE, au-delà des reclassements et des départs volontaires, la direction n'envisage pas de licenciement économique collectif.. « **Nous ne pouvons pas donner de chiffres précis actuellement ... puisque nous voulons en discuter avec vous avant** ». Des négociations dépendront le nombre et la nature des postes qui seront touchés. Les positions exprimées par le directeur des relations sociales lors de la 1^{ère} réunion sur le PSE visaient clairement à désamorcer le conflit. Excellente chose d'affirmer ces principes, a reconnu la CGT, encore faut-il que ces principes soient crédibles, ce qui pose le problème du management pratiqué chez SGCIB. Comment croire à une volonté de reclassement si d'un autre côté on pratique une sorte de terrorisme eugéniste dans la campagne d'évaluation qui vient de s'ouvrir... quitte à bafouer les règles écrites ! Cette question fait partie d'un accord éventuel, la direction de SGCIB devra faire amende honorable... et refaire les évaluations.



le trait de la semaine

CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT